Textes parus en 2005 dans la revue « Eléments »

L'EGLISE APRES LA MORT DE JEAN-PAUL II

En 1992, j'avais publié dans la revue *Krisis* deux articles consacrés à la « stratégie de Jean-Paul II », et plus spécialement à son projet de « nouvelle évangélisation » de l'Europe[1]. Treize ans plus tard, au lendemain de la mort du souverain pontife, je ne vois pas grand chose à y modifier. On peut en revanche essayer de dresser un bilan.

Disons le tout de suite : l'ambitieux projet de ce premier pape des temps postmodernes, salué comme l'« athlète de Dieu » dans les premières années de son pontificat, mais devenu vingt-cinq ans plus tard un vieillard voûté aux mains tremblantes qui semblait porter à bout de bras le message de la foi, ne s'est pas concrétisé. Malgré les foules immenses rassemblées lors de ses voyages, durant les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), à Paris et à Rome, ou bien encore à l'occasion du Jubilé de l'an 2000, la « réévangélisation » des masses sur la base de l'« identité chrétienne de l'Europe » reste pour l'essentiel un vœu pieux. En France comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les données principales qui caractérisaient la situation il y a un quart de siècle n'ont fait que se confirmer : effondrement de la pratique, confusion de la croyance, bricolage d'une « spiritualité à la carte » sur un marché religieux lui-même mondialisé.

En 1965, 86 % des enfants de France allaient encore au catéchisme. Ils ne sont plus que 5 ou 6 % aujourd'hui. En 1994, un sondage réalisé par la Sofres a révélé que 48 % des catholiques français ne croient pas (ou plus) à la présence réelle dans l'Eucharistie. Dans les grandes villes de France, deux enfants sur trois naissent hors mariage. Quant à la crise des vocations, elle est entretenue par la baisse générale des convictions, l'effondrement de l'esprit de sacrifice, la crise de l'identité (à quoi devenir prêtre peut-il servir ?), enfin la dégradation du statut social des prêtres, qui ont de nos jours à peu près tout perdu de leur ancien prestige. Un prêtre s'imposait naguère tout naturellement, il doit aujourd'hui se faire accepter, et n'y parvient souvent qu'à grand peine. Seule l'école privée continue à bien se porter – moins par attachement de ses partisans à une éducation véritablement catholique que grâce à la faveur que rencontre, dans un climat de détérioration accélérée de l'enseignement public, l'idée libérale de concurrence des établissements.

On voit, avec ces quelques chiffres (et sans surestimer la portée des sondages, qui n'ont qu'une valeur indicative pour un moment donné), la rapidité de l'évolution intervenue. Non seulement les affiliations confessionnelles ne se transmettent plus automatiquement de génération en génération, mais toutes les transformations de la société globale auxquelles on a assisté ces dernières décennies ont joué dans le sens d'un effondrement ou d'une crise de la foi. La pression sociale jouait autrefois en faveur d'une conformité (fût-elle de façade) des mœurs aux règles dispensées par l'Eglise. Aujourd'hui, non seulement elle a cessé de jouer

dans ce sens, mais elle joue dans le sens inverse.

Jean-Paul II est resté toute sa vie durant un personnage médiatique qui bénéficiait d'une sympathie certaine dans l'opinion, mais dont on comprenait mal les positions en matière de morale sexuelle et conjugale. L'écart ne s'est jamais réduit entre sa bonne image et sa faible autorité, son impact médiatique et son influence réelle. Le pape était admiré plus qu'obéi, vu par tout un chacun mais rarement entendu. Cet écart est typique de l'époque actuelle : l'individu, même croyant, a de plus en plus de mal à accepter des prescriptions morales fondées sur une tradition et impliquant une discipline ou un renoncement. L'idée même de dogme n'est plus comprise : dans un monde en perpétuel mouvement, que l'Eglise puisse ne pas changer sur certains points qu'elle juge essentiels devient incompréhensible. Révélateur est le fait que, dans le discours du pape, qui portait sur toutes sortes de sujets, les observateurs ont généralement privilégié (dans une optique péjorative) ce qu'il disait sur la morale privée. Celle-ci ne représentait qu'une partie de son discours, mais c'est cette partie qui s'adressait le plus directement aux fidèles, et qui comme telle posait problème. On pourrait à cet égard comparer la popularité sans réserves dont jouit le Dalaï Lama, qui ne demande ni n'impose rien, et la popularité mitigée de Jean-Paul II, dont on déplorait qu'il veuille normer les comportements en matière d'avortement et de contraception. Le spectre de l'ordre moral est toujours présent, d'autant que l'on a aussi assisté, en même temps, à l'effondrement de la « morale laïque » que propageaient naguère les instituteurs de la III[e] République. Le pape, en d'autres termes, a été perçu comme un professeur de morale, non comme un pédadogue de la transcendance ou de l'Incarnation. Alors même qu'elles consonnaient avec d'autres critiques, politiques ou intellectuelles, sa dénonciation de l'hédonisme de la société actuelle, sa condamnation de la « culture de mort », ses mises en garde répétées contre le « virus » de l'indifférentisme, du relativisme et du matérialisme pratique sont tombées le plus souvent dans le vide.

Jean-Paul II voulait également faire respirer l'Europe par ses « deux poumons ». Là encore, l'échec a été retentissant. La réunification spirituelle de la chrétienté n'est visiblement pas pour demain. Et la fracture qui a conduit au schisme de 1054 est d'autant moins cicatrisée qu'en Grèce et dans certains pays de l'Est, on se souvient que les Eglises orthodoxes ont joué dans l'histoire nationale un rôle déterminant d'où elles tirent encore aujourd'hui l'essentiel de leur légitimité.

En 1999, le pape avait pu se rendre sans incidents notables en Roumanie, pays d'orthodoxie plus souple, et en Géorgie, où le président Chevardnadzé avait forcé la main au patriarcat local. Sa visite affectuée en juin 2001 en Ukraine s'est en revanche révélée l'une des plus pénibles de son pontificat. En dépit des consignes de modération adressées aux évêques de l'Eglise grecque-catholique locale (dans une lettre datée du 1[er] décembre 2000, le pape leur avait recommandé d'éviter les « conflits stériles avec les orthodoxes », notamment à propos des lieux de culte confisqués aux uniates par Staline), Jean-Paul II, tout au long de son séjour, s'est heurté à l'hostilité ouverte de la principale Eglise d'Ukraine, l'Eglise orthodoxe ukrainienne dépendant du patriarcat de Moscou, dont les fidèles n'ont pas hésité à le qualifier de « précurseur de l'Antéchrist ». Peu auparavant, l'Eglise orthodoxe grecque n'avait elle-même accepté qu'à contrecœur sa venue à Athènes. Partout, le contentieux entre le Vatican et l'orthodoxie reste lié au souvenir des tentatives menées par Rome, pendant au moins quatre siècles, pour conquérir des positions en terres orthodoxes. Partout, l'« uniatisme » est encore interprété en termes de prédation spirituelle.

Abusivement présenté comme ayant « triomphé » du système soviétique (alors que l'Eglise catholique n'a jamais joué qu'un rôle négligeable en Russie), Jean-Paul II a toujours rêvé de se rendre en Russie et d'être officiellement accueilli au Kremlin. Mais ce projet s'est heurté à la ferme opposition du patriarche Alexis II de Moscou, chef de file de la puissante Eglise orthodoxe de Russie (80 millions de fidèles), qui estimait en 2001 cette venue inopportune « aussi longtemps que ne seront pas réglés les problèmes des orthodoxes en Ukraine occidentale, et tant que le Vatican poursuivra son expansion en Ukraine, en Biélorussie et au Kazakhstan ».

L'œcuménisme, qui devait être l'un des points marquants du Jubilé de l'an 2000, a lui-même marqué le pas. L'année 1999 avait pourtant vu la relance du dialogue avec les luthériens, notamment avec la signature, le 31 octobre à Augsbourg, d'une déclaration commune sur la doctrine de la justification (par la grâce ou par les œuvres) qui avait paru de nature à enterrer un conflit théologique vieux de cinq siècles. Mais parallèlement, les signes de raidissement se sont multipliés. Au mois de mai 2000, la rencontre des responsables des Eglises chrétiennes de France à Lyon, qui devait s'achever sur une célébration commune, a tourné court. Quelque temps plus tard, la publication par la Congrégation pour la doctrine de la foi de la déclaration *Dominus Jesus* « sur l'unicité et l'universalité salvifique de Jésus-Christ et de l'Eglise », jugée excessivement intransigeante par les réformés (elle réaffirmait avec force que seule l'Eglise catholique détient la « plénitude de la vérité »), déclenchait ce que l'on a pu appeler un « séisme œcuménique »[2]. Au même moment, les orthodoxes se déclaraient scandalisés par la publication – à la suite d'une indiscrétion – d'une note adressée aux épiscopats catholiques par le cardinal Josef Ratzinger, dans laquelle le futur Benoit XVI n'hésitait pas à écrire que l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxes ne sauraient être considérées comme des « Eglises sœurs »[3].

Quant aux relations avec les religions non chrétiennes, elles sont elles aussi au point mort. Début 2001, à l'occasion d'une notification visant les « graves ambiguïtés » contenues dans le livre du jésuite et ancien professeur à l'Université grégorienne Jacques Dupuy, *Vers une théologie chrétienne du pluralisme religieux*[4], la Congrégation pour la doctrine de la foi a même donné un coup d'arrêt supplémentaire au « dialogue » interreligieux en rappelant que, du point de vue catholique, « la révélation historique de Jésus-Christ offre tout ce qui est nécessaire pour le salut de l'homme et n'a pas besoin d'être complétée par d'autres religions ». « Il est confirme à la doctrine catholique, lisait-on dans ce texte, d'affirmer que les graines de vérité et de bonté qui se trouvent dans les autres religions participent d'une certaine manière aux vérités contenues par et en Jésus-Christ. Par contre, considérer que ces éléments de vérité ou de bonté, ou certains d'entre eux, ne dérivent pas ultimement de la médiation-source de Jésus-Christ, est une opinion erronée [...] Il est contraire à la foi catholique de considérer les diverses religions du monde comme des voies complémentaires à l'Eglise pour ce qui est du salut [...] Considérer comme voies de salut ces religions, prises comme telles, n'a aucun fondement dans la théologie catholique ». Certaines initiatives spectaculaires, mais contestées, prises par Jean-Paul II, comme la célèbre « rencontre des religions » organisée à Assise le 27 octobre 1986, doivent être appréciées à la lumière d'un tel document.

Le Vatican s'est finalement décidé à établir des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël, mais on voit mal ce que cette décision lui a rapporté. Lors de la 17e réunion du Comité

international de liaison entre catholiques et juifs, qui s'était tenue du 1er au 3 mai 2001 à New York, le cardinal Walter Kasper, président de la Commission chargée au Vatican des relations avec le judaïsme, était certes venu redire que, du point de vue de l'Eglise actuelle, le judaïsme n'est pas « extrinsèque » à la foi catholique. « L'ancienne théologie de la substitution, avait-il déclaré, n'a plus cours depuis le concile Vatican II. Pour nous, chrétiens d'aujourd'hui, l'alliance avec le peuple juif est un héritage vivant [...] Il ne peut y avoir une simple coexistence entre les deux alliances. Les juifs et les chrétiens, de par leur identité respective, sont intimement liés les uns aux autres. L'Eglise croit que le judaïsme, c'est-à-dire la réponse fidèle du peuple juif à l'alliance irrévocable de Dieu, est salvifique pour eux, parce que Dieu est fidèle à ses promesses ». De tels propos, qui confirmaient des orientations antérieures, n'ont toutefois pas été de nature à faire véritablement évoluer les relations entre juifs et chrétiens. Les représentants du judaïsme mondial ont pris l'habitude d'en prendre bonne note sans se départir d'un certain scepticisme, voire d'une certaine méfiance. La montée de l'orthodoxie au sein du judaïsme et la persistance des problèmes du Proche-Orient font que le dialogue judéo-chrétien reste aujourd'hui plus que jamais à sens unique, quand il n'est pas tout simplement au point mort.

L'évolution de l'attitude de l'Eglise envers les juifs, après près de vingt siècles d'antijudaïsme chrétien, annonçait un thème important, mais qui n'a pris toute son ampleur qu'à la fin des années quatre-vingt-dix, celui de la « repentance » – thème assez équivoque, qui n'est pas sans évoquer la notion juive de *techouvah*. En affirmant sa volonté de « repentance », l'Eglise a fait apparemment son autocritique. Elle a manifesté le souci de regarder en face les pages noires de son histoire et affirmé avec force sa volonté d'en finir avec les manifestations d'intolérance dont elle a pu être responsable dans le passé. Cette attitude a culminé au moment du Jubilé de l'an 2000, où l'on a vu le pape demander plus ou moins formellement pardon pour toutes les fautes commises au cours de l'histoire par des chrétiens : les croisades, l'Inquisition, les massacres qui ont accompagné la découverte et la conquête de l'Amérique latine, l'esclavage, l'appui donné à certaines dictatures, etc. Les juifs, les protestants, les hérétiques étaient les premiers destinataires de ce message, dont les médias ont parfois exagéré l'ampleur. Curieusement, ou peut-être significativement, l'Eglise n'a en revanche aucun désir ou sentiment de « repentance » envers les païens, qu'elle a pourtant persécutés pendant des siècles[5].

Cette politique de « repentance » a souvent été dénoncée par les chrétiens traditionalistes, qui estiment que leur héritage forme un tout, qu'il n'y a rien dont l'Eglise ait à se repentir et qui admettent assez mal que celle-ci demande à ses fidèles de battre aujourd'hui leur coulpe pour des fautes dans lesquelles ils n'ont aucune reponsabilité. Que l'Eglise ait elle-même pu « pécher » dans le passé heurte leur sensibilité. La « repentance », en d'autres termes, est prise comme une humiliation inutile et un aveu de faiblesse. Mais s'agit-il bien de cela ? Toute la question est de savoir si l'autocritique ne renforce pas plus qu'elle n'affaiblit. Après tout, l'Eglise n'a elle-même cessé de prôner l'examen de conscience et de dire aux pécheurs qu'ils se sentiront mieux au sortir de leur confession ! L'humilité affichée peut d'ailleurs être une forme d'orgueil, tous les psychologues savent cela. Une Eglise « repentie », ayant rompu avec sa superbe triomphaliste, apparaît moins vulnérable à la critique. Lui reproche-t-on ses erreurs d'autrefois qu'elle peut désormais répondre, non seulement que celles-ci appartiennent au passé, mais qu'elle est la première à les dénoncer. On peut comparer cette attitude à celle de ces anciens communistes qui croient d'autant plus facile de continuer à se réclamer de la pensée de Marx qu'ils ont aujourd'hui solennellement condamné le Goulag. L'Eglise, enfin,

peut également faire remarquer que les autres religions ne se sont jamais empressées, elles, de reconnaître leurs propres torts.

Au chapitre des relations du Vatican avec les milieux traditionalistes, qui continuent à réclamer le retour à la messe de saint Pie V et l'abrogation des réformes entreprises par une Rome « de tendance néomoderniste et néoprotestante » (Mgr Marcel Lefebvre), il faut surtout mentionner la normalisation mouvementée des rapports avec la Fraternité Saint-Pierre, qui s'est traduite par la nomination d'un nouveau supérieur, et l'amorce d'une très incertaine négociation avec la Fraternité Saint-Pie X (aujourd'hui affaiblie par une succession de crises intérieures et dont les membres restent eux-mêmes partagés sur l'opportunité d'un accord avec Rome), entamée début 2001, avec l'aval de Jean-Paul II, par le cardinal Dario Castrillon Hoyos, président de la Commission « Ecclesia Dei »[6] et préfet de la Congrégation du clergé.

Les traditionalistes expliquent le déclin de l'Eglise par la nouvelle orientation qu'elle a prise depuis le concile de Vatican II. Si l'Eglise ne recrute plus, disent-ils en substance, c'est qu'elle a changé, qu'elle s'est ralliée aux valeurs du modernisme autrefois condamnées par le *Syllabus*. Tout n'est certes pas faux dans les critiques des traditionalistes, mais c'est la perspective générale dans laquelle elles s'inscrivent qui passe à côté de la réalité. Ces critiques sont anhistoriques. Elles croient pouvoir s'épargner une analyse générale du moment historique qui montrerait que la situation actuelle de l'Eglise s'explique beaucoup plus par des causes extérieures que par une réorientation intérieure. Le statut général de la foi à l'époque actuelle dépend en fait assez peu des orientations des Eglises. Une Eglise catholique qui n'aurait pas du tout « changé » serait aujourd'hui, très probablement, dans une situation plus difficile encore. Et la relative vitalité des groupes traditionalistes n'est en rien un démenti à ce constat : plus une tendance générale s'affirme, plus elle produit en réaction des crispations en sens inverse dans des milieux limités. La résurgence de l'« intégrisme » ou du « traditionalisme » (ou encore du « fondamentalisme ») n'est pas le signe avant-coureur d'un retour à l'ancien ordre des choses, mais au contraire l'indice le plus sûr que la religion se dirige désormais dans la direction opposée.

On notera en passant le caractère quelque peu paradoxal de la critique traditionaliste de la « protestantisation » de l'Eglise de Rome. Compte tenu de leur position, les traditionalistes sont contraints d'adopter l'idée selon laquelle c'est la « vraie foi » et la « fidélité à la tradition » qui disent où est l'Eglise véritable. Or, tel était exactement le raisonnement de Luther. D'un point de vue strictement catholique, c'est précisément l'inverse : là où est l'Eglise de toujours, là où est le pape, là est également la foi véritable.

La proportion de catholiques dans le monde reste, quant à elle, à peu près stable : l'augmentation de 16 millions de fidèles enregistrée entre 1998 et 1999 correspond à l'accroissement démographique mondial (environ 1,6 %). Selon l'édition de l'Annuaire pontifical qui avait été remise à Jean-Paul II en avril 2001, on compte au total un peu plus d'un milliard de catholiques dans le monde, dont la moitié à peu près habitent le continent américain. L'Europe ne représente plus que 27,3 % de ce total.

L'examen de la situation pays par pays montre que les Eglises ne conservent en général de prestige ou d'autorité qu'en association avec des facteurs non pas tant religieux que d'ordre politique ou culturel. Tel est le cas en Grèce, où l'Eglise orthodoxe a préservé la continuité de la langue et de la culture pendant les quatre siècles d'occupation ottomane, avant de prendre la

tête de la lutte pour l'indépendance au XIX[e] siècle. Le rôle du clergé – plus exactement, du bas-clergé – a également été important en Irlande, au Québec et en Flandre, où il a apporté une légitimation spirituelle à la revendication identitaire. On pourrait encore évoquer le rôle des Eglises dans la résistance au communisme, notamment en Pologne. Cependant, une fois les objectifs politiques atteints, on constate que l'emprise de l'Eglise se relâche.

Que peut-on attendre de l'avenir ? A l'échelle des siècles et des millénaires, l'histoire reste ouverte, mais on ne peut évidemment rien en dire. Il peut très bien y avoir demain un retour de flamme, une remontée des vocations, tout comme il peut y avoir au contraire une accentuation plus marquée du déclin que l'on constate aujourd'hui. Il faut également souligner que la situation du catholicisme dans les pays européens ne résume pas celle de l'Eglise universelle, qui conserve, par exemple, une grande vitalité en Amérique latine et dans certains pays d'Afrique noire. Mais tout cela relève de la conjoncture, c'est-à-dire de l'anecdote. L'important est ailleurs, en l'occurrence dans l'analyse des transformations considérables qui caractérisent le moment historique que nous vivons, transformations qui ont radicalement modifié le statut du fait religieux dans le monde occidental. Tout porte à croire que l'Eglise catholique conservera une place non négligeable dans le paysage religieux du XXI[e] siècle. Mais ce sera dans des conditions nouvelles et sous des modes inédits. Il faut donc replacer les observations qui précèdent dans une perspective plus vaste, concernant le statut actuel de la foi, dont la situation de l'Eglise n'est qu'une conséquence.

Alain de Benoist

1. Alain de Benoist, « La stratégie de Jean-Paul II. La "nouvelle évangélisation" de l'Europe », in *Krisis*, 10-11, avril 1992, pp. 20-43 ; et 12, octobre 1992, pp. 111-142.

2. *La Croix*, Paris, 21 janvier 2001.

3. On sait par ailleurs que le Conseil œcuménique des Eglises (COE), qui regroupe 342 Eglises protestantes, méthodistes, anglicanes et orthodoxes, est lui-même en pleine crise, les représentants des Eglises orthodoxes s'alarmant de s'y retrouver de plus en plus minoritaires.

4. Cerf, Paris 1997.

5. On la voit même, au contraire, dénoncer de façon assez grotesque le matérialisme contemporain comme une résurgence du « paganisme » ! Cf. notamment le livre de Mgr Hippolyte Simon, évêque de Clermont-Ferrand, *Vers une France païenne ?*, Cana, 1999.

6. La Commission « Ecclesia Dei » a été instituée par un *motu proprio* du 2 juillet 1988 « pour faciliter la pleine communion des prêtres, séminaristes, communautés ou simples religieux et religieuses jusque là liés de quelque manière à la Fraternité fondée par Mgr Marcel Lefebvre, et qui souhaitent rester unis au Successeur de Pierre dans l'Eglise catholique ».